

Renseignements pratiques *

1. Les organismes d'appui aux migrants, en France
2. Les programmes d'aide aux migrants
3. Les contacts en Afrique
4. Adresses des services douaniers
5. Protection sociale et droit à la retraite
6. Les aides au retour de l'Etat français

* Du fait des évolutions en cours, , en France et dans les pays concernés, certaines informations contenues dans cette partie risquent d'être modifiées.

1

Les organismes d'appui aux migrants, en France*

1. Les organismes d'appui aux projets économiques

2. Les structures d'appui à la réinsertion et à la création d'entreprises

3. Contacts pour la formation professionnelle

* Les informations contenues dans ce chapitre ont été rédigées par les organismes concernés.

1. Les organismes d'appui aux projets économiques

L'AFIDRA. Association pour la Formation, l'Insertion et le Développement Rural en Afrique

L'Afidra a une solide expérience des projets de réinsertion économique pour les migrants volontaires au retour dans leur pays d'origine (plus de 200 projets réalisés ou en cours de réalisation en Afrique de l'Ouest, dans l'artisanat, l'industrie, le commerce et l'agriculture).

Depuis sa création en juin 1992, l'Afidra a développé ses activités dans deux directions complémentaires :

- en France, elle participe à l'insertion des populations immigrées par des actions dans les domaines juridiques (régularisations, droit d'asile, litiges divers...) et sociaux (emploi, formation, logement, santé, médiations socio-culturelles...) ;
- en Afrique subsaharienne, elle s'est donné pour mission de contribuer au développement économique en aidant à la conception, l'élaboration et la mise en place de projets collectifs ou individuels avec différents partenaires (institutions et structures locales, associations villageoises, etc.). Elle a surtout assuré l'étude, la mise en place et le suivi de quelques 200 micro-projets de réinsertion économique pour des migrants volontaires au retour dans leur pays d'origine, en

particulier au Mali où elle est, à Bamako, l'opérateur local du Programme Développement Local Migration. Elle a conçu 22 autres projets avec des promoteurs de six autres pays.

Cette action entreprise en 1993 a été étendue depuis aux immigrés ayant reçu une Invitation à Quitter la France (IQF), afin de leur donner la possibilité de regagner dignement leur pays et d'y retrouver leur place. Elle a débouché, début 1998, sur une convention avec l'Office des Migrations Internationales (OMI), qui mandate l'Afidra, en Ile-de-France, pour assurer l'information sur les dispositifs d'aide à la réinsertion, l'accueil des promoteurs, leur accompagnement, la préparation et la conception de

L'AFIDRA. Association pour la Formation, l'Insertion et le Développement Rural en Afrique

19 rue de l'Ourcq 75019 Paris

Tél. : 01 42 00 24 24. Fax : 01 48 03 21 43

- Antenne au Mali : Avenue Cheick Zayed, (Lafiabougou) immeuble Dioni, Carré Faye BP E 131, Bamako
Tél. : (223) 77 22 56

- Antenne au Sénégal : s/c Mme Samb Aminata, HLM 5 Ouagounyayes, Dakar

Le CEFODE. Coopération et Formation au Développement

leurs projets.

Créé en 1963, le Cefode est à la fois un lieu de recherche sur la coopération internationale, une ONG de participation au développement et un centre de formation. Il accompagne des étudiants étrangers et des travailleurs migrants de la région Alsace qui souhaitent monter une entreprise ou un projet de développement dans leur pays ou en France.

Le Cefode apporte son soutien dans les domaines suivants :

- accueil et orientation des porteurs de projets ;
- formation générale et méthodologique à la création d'une entreprise ou de structure à vocation sociale ;

56 Les organismes d'appui aux migrants en France

Renseignements pratiques

- conception et montage d'un projet de développement ;
- conseil pour la recherche de financements ;
- recherche de formations complémentaires adaptées ;
- mise en relation avec des partenaires en Alsace pour la réalisation de stages ;
- préparation de l'étude de terrain et mise en relation avec des organismes d'appui sur place.

Le Cefode dispose d'un réseau de partenaires à travers les projets qu'il soutient au Cameroun, en Côte-d'Ivoire, au Congo-Brazzaville, en Centrafrique, au Burkina Faso, au Tchad, à

Le CEFODE. Coopération et Formation au Développement

Espace Nord-Sud

17 rue de Boston 67000 Strasbourg

Tél. : 03 88 45 59 90. Fax : 03 88 61 64 36

e-mail : cefode@hol.fr

Madagascar, au Mali, au Sénégal, au Togo, au Brésil, au Pérou et en Argentine.

FAFRAD. Fédération des Associations Franco-Africaines de Développement

Ce regroupement d'associations fondé en 1992, œuvre pour la promotion d'entreprises dans le milieu migrant et pour une meilleure valorisation des compétences et savoirs-faire individuels ou associatifs. Elle publie un bulletin, Liaison Franco-Africaine, et organise des soirées-débats sur des thèmes intéressant les migrants, par exemple les outils financiers adaptés. Elle accueille chaque année une centaine de migrants porteurs de projets en Afrique. Grâce à son réseau de contacts en Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina, Côte-d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Sénégal et Togo) et en Afrique centrale (Cameroun, Congo démocratique et Brazzaville et Tchad), la Fafrad aide les migrants à se réinsérer dans les différents secteurs d'activités.

La Fafrad fournit des contacts d'organismes d'appui en Afrique

FAFRAD. Fédération des Associations Franco-Africaines de Développement

- Sièges : 2 avenue Paul Eluard 93000 Bobigny
Tél/fax : 01 48 31 51 54
- Bureau : 2 place du Carrousel 92160 Antony
Tél/fax : 01 55 59 99 33
- Bâtisseurs Sans Frontières (BSF), Esplanade de l'Arche 14,
place des Loges 13090 Aix en Provence cedex 02

La Fondation 3CI

et conseille pour les démarches administratives, la conception et le montage de projets d'entreprise, la recherche de formations.

Fondée en 1986, la Fondation 3CI soutient la création d'activités économiques initiées par des personnes rencontrant des difficultés à élaborer leur projet d'entreprise. Au niveau national, elle accueille près de 1000 migrants par an. Elle apporte un soutien dans les domaines suivants : démarches administratives et formulation de projet ; recherche de formation et de finance-

Fondation 3CI. Conseil à la Création d'Entreprises et à la Coopération Internationale

- **Siège national**
14 rue des Dominicaines 13001 Marseille
Tél. : 04 91 15 17 17. Fax : 04 91 56 14 07
- **Délégation Ile-de-France**
1 rue de Metz 75010 Paris
Tél. : 01 48 24 24 34. Fax : 01 48 24 24 35
- **Délégation Rhône-Alpes**
18 rue G. Monmousseau, bât. 109
69200 Vénissieux.
Tél. : 04 72 50 96 70. Fax : 04 72 51 02 87

...

...

- **Délégation Alpes Côte-d'Azur**

10 bd d'Athènes 13001 Marseille.

Tél. : 04 91 64 99 90. Fax : 04 91 05 83 41

- **Organismes d'appui au Maroc**

L'association marocaine d'appui et de promotion de la petite entreprise (AMAPPE)

45, rue Oukaïmden Rabat Agdal

Tél. : (212) 7 67 05 15. Fax : (212) 7 67 05 25

La Fondation Hassan II

67 bd Ibn Sina, Agdal Rabat. Tél. : (212) 7 67 02 00

L'association marocaine de solidarité et de développement

Le GRDR. Groupe de recherche et de réalisation pour le Développement Rural dans le tiers-monde

ment ; formation à la création d'entreprise ; mise en relation avec des organismes d'appui au Maroc.

Depuis sa création en 1969, le GRDR poursuit un travail d'accompagnement du développement rural dans la vallée du fleuve Sénégal. Le GRDR reçoit chaque année plus d'une centaine de personnes souhaitant se réinsérer dans leur pays d'origine.

En matière de formation, l'association organise des cours du soir et un stage annuel de trois mois et demi sur l'agriculture tropicale. Le GRDR a acquis une expérience de la réinsertion des migrants dans leur pays d'origine en aidant plusieurs dizaines de personnes à développer des petits projets productifs, localisés principalement dans la vallée du fleuve Sénégal.

Le GRDR :

- accueille et conseille les migrants ;
- aide aux démarches administratives ;
- fournit un appui à la création d'entreprise (bilan de compétences, formulation d'idée et rédaction d'un dossier de projet, préparation d'une étude de terrain, contacts) ;

Le GRDR. Groupe de recherche et de réalisation pour le Développement Rural dans le Tiers-Monde

Siège en France

20 rue Voltaire 93100 Montreuil.

Tél. : 01 48 57 75 80. Fax : 01 48 57 59 75

Siège au Sénégal

GRDR Dakar

SICAP Amitié III BP 5001 DakarVilla 4459.

Tél. : (221) 825 86 12. Fax : (221) 825 72 86

Antennes en Afrique

- GRDR Bakel (Sénégal), BP 18 Bakel

Tél. : (221) 983 51 51. Fax : (221) 983 52 22

- GRDR Ziguinchor (Sénégal), BP 224 Ziguinchor

Tél. : (221) 991 27 82. Fax : (221) 991 24 94

- GRDR Sélibaby (Mauritanie), BP 91 Sélibaby

Tél. et fax : (222) 23 43 47

- GRDR Bamako (Mali), Korofina Nord BP 2386 Bamako

Tél. : (223) 23 60 13. Fax (223) 23 61 19

- GRDR Kayes (Mali), BP 291 Kayes

Tél. (223) 52 18 96. Fax : (223) 52 14 60

- GRDR Nioro du Sahel (Mali), BP 68 Nioro du Sahel

Tél. et fax : (223) 52 22 06

Migrations et Développement

- forme à l'agriculture tropicale ;
- met en relation avec des organismes d'appui au Mali, en Mauritanie et au Sénégal.

Migrations et Développement a pour but de regrouper, en France ou hors de France, toute personne physique ou morale intéressée à participer à des actions de développement dans les zones d'origine de l'immigration, actions dont l'objectif prioritaire est d'enrayer l'émigration et de mettre en valeur la dynamique migratoire comme force de développement entre les

deux rives de la Méditerranée.

Dans ce but, l'association pratique la formation et les échanges, l'éducation au développement et la mise en œuvre d'une démarche participative à travers des actions individuelles ou collectives.

L'association a été créée par des immigrés de l'usine Péchiney de l'Argentière, au moment de sa fermeture en 1986. Fondée pour accompagner les projets des immigrés candidats à la réinsertion dans leur pays d'origine, Migrations et développement a depuis réalisé l'électrification de 80 villages, l'aménagement d'une vingtaine de points d'eau, réservoirs et retenues collinaires, la construction de dispensaires, l'aménagement de bibliothèques...

L'association conduit également un programme favorisant l'implication des femmes dans le développement local, notamment par la valorisation et la dynamisation des activités artisanales.

Le souci de favoriser un développement intégré a par ailleurs poussé MD à mettre en place une structure d'appui à la création d'activités individuelles par les immigrés dans leur pays d'origine, qu'ils soient candidats ou non au retour. Pour réaliser ces

Migrations et Développement

Siège en France : 4 rue Barthélemy 13001 Marseille
Tél. : 04 9147 57 55. Fax : 04 91 47 70 64

Antennes en France :

- Ile de France : 42 du faubourg Montmartre 75009 Paris
Tél. : 01 42 46 18 33. Fax 01 45 23 28 27
- Languedoc Roussillon : 15 rue Michel Carola 66000 Perpignan

Antennes au Maroc :

- Rabat : 45 rue de l'Oukeimeden Appt 5 Rabat Agdal
Tél. : (212) 7 67 07 57. Fax : (212) 7 77 33 40
- Taliouine : Centre Province de Taroudant
Tél. : (212) 8 53 41 48. Fax : (212) 8 53 41 49

2. Les structures d'aide à la réinsertion et à la création d'entreprises

Noms	Adresses	Type d'appui	Lieux de contacts
ACSSSED Action solidarité au service du développement	29 rue St Exupéry 59139 Wattignies T. 03 20 60 22 72	Aide à la création et au financement d'entreprise	Cameroun
Afrique Solidarité	Cité H. Barbusse Bat E4 93000 Bobigny T. 01 48 95 83 95	Conseil à la création d'entreprise Formation en gestion	Afrique Centrale et de l'Ouest
AFVP Association Française des Volontaires du Progrès	Linass BP 207 91311 Montlery cedex T. 01 69 80 58 58 F. 01 69 80 58 00	Mise en relation avec des organismes d'appui sur le terrain	21 antennes : Afrique de l'Ouest, Afrique Centrale, Océan Indien, Haïti
APCE. Agence pour la Création d'Entreprise	14 rue Delambre 75014 Paris T. 01 42 18 58 58 F. 01 42 18 58 00 Minitel : 36.15 APCE	Conseil à la création d'entreprise Formation Documentation	France
Atout Conseil	1 rue des Tertres 92220 Bagneux T. 01 46 65 62 88 F. 01 46 65 62 88	Conseil à la création d'entreprise Formation	Sénégal
CUF Cités Unies France	60 rue de la Boétie 75008 Paris T. 01 45 61 24 54 F. 01 45 63 26 10	Mise en relation avec les villes jumelées	Comités de jumelage avec des villes françaises
CIPEA Afrique (Stragefi)	22 rue de Stalingrad 95120 Ermont T. 01 34 15 41 42 F. 01 34 15 41 30	Conseil à la création d'entreprise Formation en gestion et marketing Stages longs sur le terrain	Sénégal Mali Mauritanie

62 Les organismes d'appui aux migrants en France

Renseignements pratiques

Comité de Liaison des Boutiques de gestion	14 rue Delambre 75014 Paris T. 01 43 20 54 87 F. 01 43 35 39 92	Accueil, Conseil à la création d'entreprise Formation Documentation	France
COSAME ⁽¹⁾ Coopération et Soutien aux Artisans et Micro- Entreprises du Sud	11 rue de Vaugirard 75006 Paris T. 01 43 26 97 52 F. 01 46 34 75 45	Aide à la création de micro-entreprise artisanale, Formation en apprentissage	Cambodge Liban Mali Sénégal
CRARDDA Centre rhodanien d'accueil des réfugiés et défense du droit d'asile	Service Développement BP 1054 69 612 Villeurbanne cedex T. 04 78 03 74 45 F. 04 78 03 74 45	Centre d'hébergement de réfugiés et demandeurs d'asile Aide aux démarches administratives	Roumanie
Cadres Sans Frontières	24 rue de Balmont 95100 Argenteuil T. 01 30 25 44 45	Conseil et formation pour la création d'entreprise	Afrique
C2BS Conseil et Coopération pour les Initiatives de Base Solidaires	3 rue du Banquier 75013 Paris T. 01 45 35 31 05 F. 01 45 35 29 55	Aide aux démarches administratives Conseil en création d'entreprise, Mise en relation avec le terrain	Bénin, Cameroun Côte d'Ivoire, Mali Mauritanie Sénégal, Togo
COFIDES Coopérative Financière pour le Développement de l'Economie Solidaire Nord Sud	4 rue Franklin 93200 St Denis T. 01 49 33 00 51 F. 01 49 33 00 51	Fonds de garantie financière pour des emprunts à la création d'entreprise Mise en contact avec le terrain	Burkina Faso Mali Sénégal et Togo
IFAID Aquitaine (avec Idée Afrique et Africa écoute conseil)	17 cours Aubier 33300 Bordeaux T. 05 56 50 08 67 F. 05 56 39 60 34 bauchot@ifaid.org	Accueil Aide aux démarches administratives Formation, Conseil en création d'entreprise Mise en contact avec le terrain	Afrique Centrale Bénin Sénégal

⁽¹⁾ Guilde européenne du raid et Assemblée permanente des chambres de métiers

IRFED Institut International de Recherche et de Formation Education Culture et Développement	49 rue de la Glacière 75013 Paris T. 01 43 31 98 90 F. 01 43 37 54 33	Accueil, Formation Conseil en création d'entreprise auprès d'un public féminin	France
'Prisme 95 réseau France Active	22 place des Genottes BP 8302 95803 Cergy St Christophe T. 01 30 31 96 66 F. 01 30 31 98 01	Aide aux démarches administratives Bilan personnel Conseil en création d'entreprise, Mise en relation avec des professionnels	France

3. Contacts pour la formation professionnelle

Centre pour le développement de l'information sur la formation permanente (Centre INFFO)	Tour d'Europe 33 place des Corolles 92049 Paris-La Défense cedex	Tél. : 01 41 25 22 22 Fax : 01 47 73 74 20 e-mail : cijuri@centre-inffo.fr Internet : www.centre-inffo.fr Minitel : 36 15-36 16 inffo
Fonds d'action et de formation pour les travailleurs temporaires (FAFTT)	1 bis rue du Paradis BP 40 75 462 cedex 10	Tél. : 01 44 79 69 69
FONGECIF	33 avenue du Maine 75014 Paris	Tél. : 01 44 10 58 58

2

Les programmes d'aide aux migrants

1. Les programmes de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)
 - L'assistance au transport
 - Les programmes de retour des nationaux qualifiés
2. Le Programme de Développement Local Migration
 - Le fonctionnement du PDLM
 - Le PDLM en Afrique

1. L'Organisation Internationale pour les Migrations

Créée en 1951, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) est un organisme international qui a pour objectif d'assurer à travers le monde la migration ordonnée des personnes ayant besoin d'une assistance. A ce titre, l'OIM a mis en œuvre un certain nombre de programmes d'aide aux migrants. (Cf. ci-contre quelques adresses de l'OIM).

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM)

L'OIM possède plus de 80 bureaux dans le monde entier ; la liste complète est disponible auprès des représentations de l'OIM en Europe.

France	66 rue de Provence 75009 Paris	T. 01 40 16 40 34 F. 01 40 16 14 48	iomparis@iom.int
Suisse Siège international	17 route des Morillons CP 71 CH 1211 Genève 19	T. 41 22 717 91 11 F. 41 22 798 61 50	hq@iom.int Internet : http://www.iom.int

Belgique	40 rue Montoyer 1040 Bruxelles	T. 32 2 230 60 55 F. 32 2 230 07 63	srobrussels@iom.int
Royaume Uni	26 Westminster palace gardens, Artillery Row Londres SW1P 1RR	T. 44 171 233 0001 F. 44 171 233 3001	iomlondon@iom.int
• Quelques autres représentations : Cambodge, Cap-Vert, Haïti, Mali, Roumanie, Turquie...			

a. L'assistance au transport

L'OIM négocie directement avec les transporteurs aériens des tarifs avantageux pour les migrants. Ces tarifs sont assortis de conditions intéressantes (franchise supérieure de bagages, etc.) et de réductions substantielles.

En outre, les migrants voyageant sous les auspices de l'OIM peuvent bénéficier de certains services spécialisés (assistance au départ ou à l'arrivée, assistance dans les aéroports de transit, escorte médicale, aide à l'envoi de bagages non accompagnés...).

Ces dispositions sont ouvertes aux personnes suivantes :

- aux migrants effectuant dans leur pays une visite exploratoire pour un projet individuel ou collectif ;
- à ceux qui rentrent pour se réinstaller ;
- à ceux qui souhaitent poursuivre des études ou rechercher du travail hors du territoire français (justifier dans ce cas d'un visa de trois mois ou plus) ;
- aux agents œuvrant dans le cadre d'un programme d'aide humanitaire ou d'aide au développement ;
- aux étudiants et aux chercheurs.

b. Les Programmes de retour des nationaux qualifiés

1. Le programme de retour des nationaux Africains qualifiés

Ce programme de retour et de réintégration de nationaux africains qualifiés (RQAN) offre à des Africains qualifiés vivant à l'é-

tranger une aide pour accéder à des emplois salariés. Ce programme concerne les ressortissants des pays suivants : Angola, Cap-vert, Ethiopie, Ghana, Guinée-Bissau, Kenya, Mozambique, Ouganda, Sierra-Leone, Zambie et Zimbabwe. Les personnes titulaires d'un doctorat ou d'une maîtrise et ayant déjà deux ans d'expérience professionnelle sont invitées à poser leur candidature auprès d'une délégation de l'OIM.

Le programme aide également au retour les ressortissants des pays suivants : Cameroun, Côte d'Ivoire, Erythrée, Guinée, Malawi, Mali, Namibie, Sénégal, Tanzanie et Tchad. L'aide porte sur des possibilités de placement au pays et divers avantages : des billets d'avion pour la personne concernée et les membres de sa famille à charge, une aide pour l'achat de matériel professionnel et l'expédition des effets personnels, des allocations de réintégration et, le cas échéant, une formation complémentaire.

Les Africains résidant en Europe intéressés par ce programme peuvent présenter leur candidature par l'intermédiaire des bureaux de recrutement de l'OIM à Londres ou Paris.

2. Le programme de retour et de réintégration de Rwandais qualifiés

Ce programme offre aux Rwandais qualifiés vivant à l'étranger la possibilité d'accéder à des postes essentiels dans des secteurs identifiés comme prioritaires pour la réhabilitation et le développement du Rwanda. Mis en œuvre en étroite coopération avec le gouvernement du Rwanda, il est suivi à Kigali par un groupe d'appui présidé par le ministère de la Réhabilitation et de l'Intégration sociale (Minireiso), composé de membres des ministères de l'Enseignement supérieur (Minisupres) et de la Fonction publique (Minifop), de la chambre de commerce et de l'industrie, et de l'OIM. Les candidats acceptés se voient offrir des possibilités de placement et divers autres avantages. Les Rwandais intéressés par ce programme doivent contacter les bureaux de l'OIM à Paris ou à Bruxelles.

3. Le programme de retour et de réintégration en Bosnie

Ce programme s'adresse aux ressortissants qualifiés de l'ancienne Yougoslavie en situation d'asile à l'étranger. Il propose

des offres d'emplois, une aide au placement, une assistance au retour et certaines aides spécifiques (équipement professionnel, etc.). Contacter le bureau de l'OIM à Paris.

2. Le Programme de développement Local Migration (PDLM)

a. Fonctionnement du programme

Le Programme de Développement Local Migrations (PDLM) a pour objectif d'aider les migrants à créer une micro-entreprise dans leur pays. Il est mis en œuvre au Sénégal, au Mali et en Mauritanie, par le ministère français des Affaires étrangères, Coopération et Francophonie, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité, et l'Office des Migrations Internationales, en partenariat avec les opérateurs d'appui locaux.

1. Conditions générales d'accès au PDLM

Le PDLM est ouvert aux ressortissants maliens, mauritaniens et sénégalais qui sont retournés volontairement dans leur pays d'origine depuis moins de 6 mois, après un séjour d'au moins deux ans en France.

Peuvent également accéder à ce programme, les ressortissants de ces pays qui :

- bénéficient de l'Aide Publique à la Réinsertion (APR) ;
- sont Invités à Quitter la France (IQF) ;
- ou bénéficient du programme de Rapatriement humanitaire (RH) prévu par le circulaire du ministère des Affaires sociales du 14/09/1992/.

L'aide fournie par le PDLM comprend :

- un appui au montage d'un projet économique et à la formation du promoteur ;
- une aide financière au démarrage du projet économique (d'un montant maximal de 24 000 F) ;
- un suivi de gestion pendant un an, ainsi que la mise en relation avec d'autres opérateurs locaux, assurés par une structure d'ap-

* Les aides au retour de l'Etat français : fiche 6, page

pui.

2. Démarche à suivre pour l'obtention d'un appui du PDLM

• **Attention !** Dans un délai maximal de 6 mois après son retour au pays, le candidat doit déposer un dossier auprès de la délégation de l'Office des Migrations Internationales pour le Sénégal ou pour le Mali, et auprès de la Mission française de coopération en Mauritanie ou de la délégation de l'AFVP.

Le dossier doit présenter un projet de création d'entreprise. Celui-ci est soumis à l'approbation d'un comité de pilotage du pays concerné, qui donne son avis et décide du montant de la subvention allouée en tenant compte de la nature du projet et de la motivation du promoteur. La subvention correspond à une facilité qui permet au migrant d'assurer sa réinsertion dans de meilleures conditions.

Le comité de pilotage peut refuser de financer le projet, ou demander un complément d'études. La subvention n'a pas un caractère automatique. Cependant, l'opérateur local référent du PDLM peut aider à concevoir (ou redéfinir) un projet viable et réaliste susceptible d'être agréé.

b. Le PDLM en Afrique

1. Le PDLM au Mali

Mis en place dans le cadre du PDLM, le dispositif d'aide à la réinsertion des migrants maliens a été lancé à Bamako en 1991 et à Kayes en 1995. Chaque projet présenté fait l'objet d'une étude préalable et d'un suivi rapproché pendant une année par un opérateur d'appui local (l'AFIDRA à Bamako et le CIDS à Kayes).

Entre 1991 et 1997, ces fonds de réinsertion pour les migrants maliens ont permis de financer plus de 200 micro-entreprises, ainsi réparties en 1996 : 40 % dans le secteur agricole, 27 % dans des activités de services, 27 % également dans le commerce, et 6 % dans l'artisanat.

Les opérateurs locaux :

* Adresses pour le PDLM en Afrique :
Fiche 3, Les contacts en Afrique, page 70.

• **L'AFIDRA** accueille les migrants qui souhaitent bénéficier du PDLM, qu'ils aient conçu leur projet avec l'association en France ou qu'ils se présentent spontanément sur place. L'association reprend et finalise le projet en fonction des réalités du terrain et présente le dossier au comité de pilotage du PDLM. Elle assure ensuite pour les bénéficiaires du programme un travail de suivi, de formation et d'accompagnement pendant une année.

• **Le CIDS** accueille les migrants de la région de Kayes, étudie avec eux leur projet, réalise l'étude complémentaire et présente leur dossier au comité de pilotage du PDLM. Comme l'Afridra à Bamako, le CIDS aide les bénéficiaires à démarrer leur activité, organise des formations et assure le suivi du projet pendant une année.

2. Le PDLM au Sénégal

Le dispositif d'aide à la réinsertion fonctionne au Sénégal depuis 1995. Chaque projet fait l'objet d'une étude préalable et d'un suivi rapproché pendant une année par l'un de ces opérateurs locaux :

- le GRDR, Groupe de recherche et de réalisation pour le développement rural dans le tiers-monde ;
- l'USE, Union Solidarité Entraide ;
- le GIAD-CIEPAC, Groupement d'initiatives d'appui au développement – Centre international pour l'éducation permanente et l'aménagement concerté.

Les fonds de réinsertion pour les migrants sénégalais ont permis de financer une trentaine de projets de micro-entreprises qui se situent en majorité dans les secteurs du commerce et des services et, dans une moindre mesure, dans l'agriculture. Le PDLM a aussi financé la formation professionnelle de quelques migrants.

3. Le PDLM en Mauritanie

Mis en place en 1995, le PDLM en Mauritanie fonctionne



Les contacts en Afrique

1. Les contacts au Mali
2. Les contacts en Mauritanie
3. Les contacts au Sénégal
4. Les contacts au Maroc

LES CONTACTS AU MALI

Contacts pour le PDLM à Bamako (* Le PDLM : Fiche 2, page 67)

Office des Migrations Internationales (OMI) * présentation page 87	Quartier du Fleuve rue 146, BP 3172 Bamako	Tél. : (223) 22 50 17 Fax : (223) 22 72 81 e-mail : omi@malinet.ml
Mission française de coopération et d'action culturelle (MCAC)	BP 84 Bamako	Tél. : (223) 22 83 38 ou (223) 22 64 29 Fax : (223) 22 83 39 e-mail : mcac@malinet.ml
Office national de la main-d'œuvre (ONMCE)	BP 211 Bamako	Tél. : (223) 22 83 54 ou 22 31 87 Fax : (223) 23 26 25
AFIDRA* (Association pour la formation, l'insertion et le développement rural en Afrique) * présentation page 54	Avenue Cheik Zayed immeuble Dioni carré Faye BP E 131 Bamako	Tél. : (223) 77 22 56

* Opérateur local du PDLM à Bamako

Contacts pour le PDLM à Kayes (* Le PDLM : Fiche 2, page 67)

Office des Migrations Internationales (OMI) * présentation page 87	Quartier Légal Ségou dit la quarantaine BP 273 Kayes	Tél/fax : (223) 52 16 43 e-mail : omikayes@malinet.ml
Cellule Migration Développement de la Coopération française	Quartier Légal Ségou dit la quarantaine BP 273 Kayes	Tél. : (223) 52 12 87 Fax : (223) 52 12 87 e-mail : fmuller@malinet.ml
Office national de la main-d'œuvre (ONMCE)	BP 73 Kayes	Tél. : (223) 52 16 53
CIDS* (Collectif des Ingénieurs pour le Développement du Sahel) * Opérateur local du PDLM à Kayes	Quartier Lafiabougou BP 309 Kayes	Tél/fax : (223) 52 21 78

Autres contacts utiles au Mali

Organisation internationale des Migrations (OIM) * présentation page 64	Quartier Niarela rue 421 porte 45 BPE 288 Bamako	Tél/fax : (223) 22 60 58
Direction nationale des industries Guichet unique	BP 278 Bamako	Tél. : (223) 22 57 56
Chambre de commerce et d'industrie du Mali	Place de la Liberté BP 46 Bamako	Tél. : (223) 22 50 36 ou 22 96 45
Direction nationale des impôts	Médina Coura BP E 917 Bamako	Tél. : (223) 23 14 94
Direction nationale des affaires économiques	Route de Sotuba Bamako	Tél. : (223) 22 23 14 ou 22 48 28
Fédération nationale des artisans du Mali (FNAM)	Hamdallaye BP 1502 Bamako	Tél. : (223) 22 84 58

72 Les contacts en Afrique

Renseignements pratiques

Fédération nationale des
employeurs du Mali (FNEM)

BP 2445 Bamako

Tél. : (223) 22 63 11

Boutique de gestion, d'échanges
et de conseilsImmeuble Bakoroba
Toukara, Quinzambougou
Rue 132 x 127
BP 2008 Bamako

Tél. : (223) 23 17 95

Institut national de prévoyance
sociale (INPS)Square Lumumba
BP 53 BamakoTél. : (223) 22 25 54
ou 22 60 01/22 31 02Caisse nationale d'Assurance
et de réassurance (CNAR)Immeuble CNAR,
square Lumumba
BP 586 BamakoTél. : (223) 22 64 54
ou 22 31 17/22 83 35AMRK (Association des migrants
de retour de la région de Kayes)Quartier Légal Ségou
BP 395 Kayes

Cette association, fondée en 1996, aide les migrants à résoudre certaines difficultés avec diverses administrations : dédouanement des marchandises importées, versement des retraites, règlement des impôts, litiges fonciers, etc.

LES CONTACTS EN MAURITANIE

Contacts pour le PDLM en Mauritanie (* Le PDLM : Fiche 2, page 67)

Ambassade de France

BP 231 Nouakchott
Rue Ahmet Ould M'HamedTél. : (222) 2 517 57
Fax : (222) 2 569 38Mission française de coopération et
d'action culturelle

BP 203 Nouakchott

Tél. : (222) 2 521 21
ou 2 519 15
Fax : (222) 2 520 50Association Française des Volontaires
du Progrès (AFVP)BP 5026 Ilôt
NouakchottTél. : (222) 2 534 79
Fax (222) 2 570 48

L'Office des Migrations Internationales 4 av. L. Sedar Senghor BP 4114 Dakar Tél. : (221) 8 21 08 42 Fax : (221) 8 22 57 10

* présentation page 87

La délégation de l'OMI du Sénégal est compétente pour la Mauritanie.

Appui à la micro-entreprise en Mauritanie

GRDR (Groupe de recherche et de Réalisation pour le Développement Rural dans le tiers-monde) BP 91 Sélibaby Tél/fax : (222) 23 43 47 * présentation page 58

GRET (Groupe de recherche et d'échanges technologiques) BP 52 61 Nouakchott Tél. : (222) 25 84 96

IDM (Investissement Développement Mauritanie) BP 5004 Ilôt K 120 Nouakchott Tél. : (222) 256 121 Fax : (222) 256 122

CACE (Cellule d'appui aux opérateurs économiques) BP 63 Sélibaby Tél.: sc AFVP Nouakchott (222) 2 534 79 Fax : sc (222) 2 570 48 AFVP Nouakchott

CIMDET (Centre d'information mauritanien pour le développement économique et technique) 12 rue Omar BP 2119 Nouakchott Tél. : (222) 2 587 38 Fax : (222) 2 586 48

Autres adresses

Direction des Transports BP 91 Nouakchott Tél. : (222) 2 533-37 Ministère du Commerce et des Transports

Greffé du Tribunal de Commerce Palais de justice BP 201 Nouakchott Tél. : (222) 2 512 63

Caisse nationale de sécurité sociale BP 224 Nouakchott Tél. : (222) 2 516 29

SMAR (Société Mauritanienne d'Assurances et de Réassurances) BP 163 Nouakchott Tél. : (222) 2 526 50 ou 2 526-54

LES CONTACTS AU SÉNÉGAL

Contacts pour le PDLM au Sénégal (* Le PDLM : Fiche 2, page 67)

Office des Migrations Internationales (OMI) * présentation page 87	4 av. L. Sedar Senghor BP 4114 Dakar	Tél. : (221) 8 21 08 42 Fax : (221) 8 22 57 10 E-mail : omidakar@telecomplus.sn
---	---	--

Mission Française de Coopération et d'Action Culturelle (MCAC)	BP 2014 Dakar	Tél. : (221) 8 39 53 63 Fax : (221) 8 39 53 59
--	---------------	---

Opérateurs locaux du PDLM

GRDR (Groupe de recherche et de Réalisation Rurale pour le Tiers-Monde) * présentation page 58	• à Dakar :	
	Villa n°4459 SICAP Amitié III BP 5001 Dakar Fann	Tél. : (221) 8 25 86 12 ou 8 25 86 13 Fax : (221) 8 25 72 86

• à Bakel :	
BP 18 Bakel	Tél. (221) 9 83 51 51 Fax : (221) 9 83 52 22

USE (Union Solidarité Entraide)	Centre Ahmadou Malick Gaye à Colobane BP 5070 Dakar	Tél. : (221) 8 25 39 77 ou 8 24 67 96 Fax : (221) 8 24 19 89 e-Mail : e@sonatel.senet.net
---------------------------------	---	---

GIAD CIEPAC (Groupement d'Initiatives d'Appui au Développement – Centre International pour l'Education Permanente et l'Aménagement Concerté)	Villa SICAP Amitié III BP 1718 Dakar	Tél. : (221) 8 25 86 79 Fax : (221) 8 25 72 86
--	---	---

Autres adresses

Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan Guichet unique	Avenue Carde BP 4017, Dakar	Tél. : (221) 8 25 67 27 ou 8 23 48 45 Fax : (221) 8 23 30 98
--	--------------------------------	--

Bureau d'Accueil, d'Orientation et de Suivi des actions de réinsertion (BAOS)	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur BP 4044 Dakar	Tél. : (221) 8 23 42 84 Fax (221) 8 23 84 88
---	---	---

Cellule d'appui à l'environnement des entreprises	15 allée Robert Delmas BP 3803 Dakar	Tél. : (221) 822 27 52 Fax : (221) 822 27 73 e-mail : caee@sonatel.senet.net
---	--	---

Centre d'Echange et de Formation Pratique (CEFP)	BP 09 Bakel	Tél. : (221) 9 83 51 60 Fax (221) 9 8352 22
--	-------------	--

Organismes de crédits

Fonds Européen de Développement, Programme de microréalisations, crédits décentralisés (PMR) et FED PME/PMI	• à Dakar :	
	Maison des projets canal 4 BP 21182 Dakar-Ponty	Tél. : (221) 8 22 96 15 ou 8 21 38 30 Fax : (221) 8 22 91 91

• à Saint-Louis :	
Saint-Louis Sud Quai Henry Jay X Thévenot BP 505 Saint Louis	Tél. : (221) 9 61 29 66 Fax : (221) 9 32 58

• à Ziguinchor :	
Rue du Général De Gaulle BP 31 Ziguinchor	Tél. : (221) 9 91 25 92 Fax : (221) 9 91 25 93

ACEP (Alliance du crédit et de l'épargne pour la production)	Direction générale Sicap Amitié 1 villa 3077 BP : 5817 Dakar fann	Tél. : (221) 8 25 29 32 ou 8 25 93 33 Fax : (221) 8 25 29 35
--	---	--

Projet d'appui au développement des PME de la région de Dakar	Maison des projets Canal IV Rocade Fann Bel-Air 15457 Fann Dakar	Tél. : (221) 8 22 11 63 ou 8 22 11 76 Fax : (221) 8 22 11 69
---	---	--

Chambre de Commerce et de l'Industrie de la région de Dakar	Place de l'Indépendance BP 118 Dakar	Tél. : (221) 8 21 71 89 Fax : (221) 8 23 93 63
---	---	---

76 Les contacts en Afrique

Renseignements pratiques

Chambre des Métiers (Union nationale)	SODIDA rue Saint John Perse Fann BP 7248 Dakar	Tél/ fax: (221) 8 25 05 88
Direction des Impôts	Bloc fiscal rue de Thiong BP 1561 Dakar	Tél/fax : (221) 8 23 97 30 ou 8 23 34 35
Caisse Nationale de Sécurité Sociale	Face Maison du Parti Caisse BP 102 Dakar	Tél. : (221) 8 23 41 41 Fax : (221) 8 22 31 48
Institut de Prévoyance Retraite du Sénégal (IPRES)	22 av. L. Sedar Senghor BP 161 Dakar	Tél. : fax : (221) 8 39 91 91 ou 8 23 62 28

LES CONTACTS AU MAROC

Organismes d'appui à la micro-entreprise

Office des Migrations Internationales (OMI) * présentation page 87	rue Rakib El Moussaoui 20302 Casablanca BP 13002	Tél. : (212) 2 61 87 74 Fax : (212) 2 61 87 75 Casablanca Principal
Migrations et Développement * présentation page 59	45 rue de l'Oukinden appt 5 Agdal 10000 Rabat	Tél. : (212) 7 70 60 83 Fax : (212) 7 20 01 43
	à Taliouine près de Taroudant	Tél. : (212) 8 53 41 48
Institut Régional de Coopération et de Développement (IRCOD)	Immeuble «Le Paris» Bd Derfoufi Oujda	Tél. : (212) 6 70 45 38 Fax : (212) 6 70 45 39
Association Marocaine d'Appui et de Promotion de la Petite Entreprise (AMAPPE)	45 rue de l'Oukinden Agdal 10000 Rabat (antenne aussi à Tanger)	Tél. : (212) 7 67 05 15

Autres adresses

Fédération des Chambres de Commerce et d'industrie	6 rue Erfoud Hassan Rabat	Tél. : (212) 7 76 70 51 ou 7 76 70 78 Fax : (212) 7 76 70 75
Office de la formation professionnelle et de la promotion du travail (OFPPT)	231 Bd Ibnou Tachafine BP 2119 Casablanca	Tél. : (212) 2 24 83 95 Fax : (212) 2 24 21 04
Caisse nationale de Sécurité Sociale	649 bd Mohamed V BP 2222 Casablanca	Tél. : (212) 2 40 02 01 ou 2 40 15 88
Fondation des Banques Populaires pour l'encouragement à la création d'entreprise	7 bd Moulay Youssef Casablanca Tél. : (212) 2 29 32 51	
Fondation Hassan II pour les Marocains résidant à l'étranger	67 Boulevard Ibn Sina Agdal-Rabat BP 8156 Rabat	Tél. : (212) 7 67 02 00 ou /01 /02 /33 Fax : (212) 2 67 02 35 ou /36 /37 /38
Banque Al âmal	288 bd Zerktouni BP 15 956 Casablanca	Tél. : (212) 2 22 69 ou 26 /27 /28 Fax : (212) 2 22 69 30
Direction des investissements extérieurs	11 rue Sebou-Agdal Rabat	Tél. : (212) 7 68 02 14/15 Fax : (212) 7 68 02 07 e-mail : die@mfie.gov.ma



Adresses des services douaniers

Adresses en France

En France, pour obtenir des informations précises sur les conditions d'exportation de matériel, s'adresser au Centre de Renseignements des Douanes de la région où l'on réside.

En Ile-de-France, contacter le :

Centre de renseignements des douanes, informations réglementaires	23, rue de l'Université 75007 Paris	Tél. : 01 55 04 65 10
---	--	-----------------------

Adresses pour le Mali

Consulat Général en France	43 rue du Chemin Vert 75011 Paris	Tél. : 01 48 07 85 85/35
Direction Nationale des douanes	Centre commercial Bamako Bamako	Tél. : (223) 22 53 94/22 57 74

Adresses pour la Mauritanie

Consulat général en France	89 rue du Cherche Midi 75006 Paris	Tél. : 01 40 49 00 63/07 14
Direction nationale des douanes	Ministère des Finances Nouakchott	Tél. : (222) 2 520 93/514 86

Adresses pour le Maroc

Consulat général en France	12 rue Saïda 75015 Paris	Tél. : 01 45 33 81 41 ou 01 45 33 11 43
Direction nationale des douanes 12 98	1 place Mohamed V Casablanca	Tél. : (212) 2 22 41 16/27 21 Fax : (212) 2 26 07 06/22 24

Adresses pour le Sénégal

Consulat général en France	22 rue Hamelin 75016 Paris	Tél. : 01 44 05 38 48
Direction générale des douanes	Place de l'Indépendance BP 4003 Dakar	Tél. : (221) 821 13 28
	Service des douanes	Tél. : (221) 822 02 83

Adresses pour la Tunisie

Consulat général en France	17 rue de Lubeck 75116 Paris	Tél. : 01 53 70 69 10 01 47 04 27 79
Direction nationale des douanes	5 rue Ichbilila 1001 Tunis	Tél. : (216) 1 333 700

Adresses pour la Turquie

Consulat général en France	184 bd Malesherbes 75017 Paris	Tél. : 01 56 33 33 33
----------------------------	-----------------------------------	-----------------------

5

Protection sociale et droit à la retraite*

1. La protection sociale

2. Les droits à la retraite

3. Adresses des organismes compétents en France

* Ce chapitre a été rédigé en concertation avec la CNAV (Caisse nationale d'assurance vieillesse), direction des assurés de l'étranger.

La France a signé des conventions de sécurité sociale avec certains pays étrangers dont les migrants sont originaires. Ces conventions ont pour objectif d'assurer la protection sociale des cotisants et de leur famille, et de préserver les droits à une pension de retraite pour les salariés qui ont travaillé dans les deux pays signataires de la convention, quel que soit leur lieu de résidence au moment de leur demande.

Pays ayant signé une convention de sécurité sociale avec la France

- Tous les pays de l'Union européenne et les pays de l'espace économique européen sont liés par les règlements communautaires en matière de sécurité sociale et de retraite.
- En dehors de l'Union européenne, de nombreux pays ont signé une convention de sécurité sociale avec la France. Ces pays sont : l'Algérie, Andorre, le Bénin, le Cameroun, le Canada et le Québec, le Cap-Vert, le Congo, la Côte d'Ivoire, les États-Unis d'Amérique, le Gabon, Israël, le Mali, le Maroc, la Mauritanie, Monaco, le Niger, les Philippines, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie, San Marin, le Sénégal, la Slovaquie, la Suisse, le Togo, la Tunisie, la Turquie, la Yougoslavie et les pays issus de l'ex-République fédérale de Yougoslavie.

1. La protection sociale

a. Principe général

En dehors des droits acquis à une pension de retraite, le départ définitif de France entraîne en principe la perte des droits aux prestations sociales françaises. L'étranger ne retrouvera généralement accès à ce type de prestations dans son pays (si il en existe) qu'après avoir repris sur place une activité salariée.

Dans ce cas, ne pas oublier de signaler à la Caisse d'assurance maladie du pays concerné qu'une activité salariée a été effectuée en France. Cet organisme pourra demander à l'ancienne caisse d'affiliation française l'établissement d'un formulaire de totalisation des périodes d'assurance, en vue de servir les prestations du régime local (l'ancien numéro d'immatriculation, les noms et adresses des employeurs en France devront être précisés).

b. Les pensions d'accidents du travail et de maladies professionnelles

L'exportation des rentes perçues à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle est libre. Après leur départ de France, les titulaires de ce type de rente continueront donc à la percevoir, sous réserve toutefois :

- de faire connaître à l'organisme débiteur, avant le départ, la nouvelle adresse du titulaire, son numéro d'immatriculation et son numéro de dossier, ainsi que sa date d'effet ;
- et de se soumettre aux contrôles médicaux demandés par la caisse débitrice des prestations.

c. La pension d'invalidité

Les titulaires d'une pension d'invalidité continueront également à la percevoir dans leur pays d'origine sous réserve de faire connaître à l'organisme débiteur des prestations (avant le départ), sa nouvelle adresse, son numéro de pension avec sa date d'effet, et de se soumettre aux contrôles médicaux

demandés.

Pour le non-titulaire, l'examen des droits éventuels à une pension d'invalidité dépend de la convention signée entre son pays et la France (cf. page 80). Cet examen, qui a lieu après le retour au pays d'origine, est établi à partir de la totalisation des périodes d'assurance, et en conformité avec la législation dont relevait l'intéressé au moment où est survenue l'interruption de travail.

d. Le transfert de résidence temporaire

Les résidents étrangers en France, en arrêt de travail indemnisé par suite d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle, peuvent conserver leurs droits aux prestations en nature et en espèces, à condition d'obtenir l'autorisation de leur caisse d'affiliation avant le départ de France. Se renseigner ~~auprès de la caisse primaire d'assurance maladie dont l'assuré dépend.~~

2. Les droits à la retraite

a. Principe général

Toute personne ayant légalement travaillé en France a obligatoirement cotisé à une caisse de retraite et ainsi acquis le droit à percevoir une pension de retraite après l'âge de 60 ans.

Mais la voie à suivre par les étrangers pour obtenir leurs droits dépend de la convention de sécurité sociale signée, ou non, par leur pays d'origine avec la France (cf. page 80).

Pour l'ouverture des droits à la retraite et le calcul de la pension, les conventions (lorsqu'elles existent) prennent en compte la totalité des périodes d'activité réalisées dans les deux pays. Chaque pays calcule et paie la part de pension qui est due à l'assuré en fonction de l'activité exercée par celui-ci sur son propre territoire.

Pour les ressortissants de pays qui n'ont pas signé de

convention avec la France, il est possible de bénéficier d'une retraite française et d'une retraite du pays d'origine, mais chacune d'elles sera calculée en prenant en compte l'activité dans chaque pays séparément. Pour percevoir la pension française, l'assuré doit résider en France au moment de sa demande.

b. La demande de retraite

1. L'âge auquel un assuré peut demander sa retraite

L'âge légal de départ à la retraite en France est de 60 ans. Si, à cet âge, l'assuré ne remplit pas la condition de durée d'assurance, le taux de sa pension est réduit. Par contre, à 65 ans, il obtient le taux maximal de 50 %.

Il faut noter que l'âge légal de départ en retraite dans les autres pays est souvent plus tardif. L'assuré étranger a donc tout intérêt à demander sa pension en France à 60 ans et, s'il le veut, différer sa demande pour la partie d'activité réalisée dans son pays.

2. Formalité dans le cas où il existe une convention entre le pays d'origine et la France

Pour demander sa retraite, l'assuré doit remplir une demande de retraite auprès de l'organisme chargé de l'assurance vieillesse dans le pays où il réside (en France ou dans son pays d'origine). L'organisme qui reçoit la demande entre ensuite en relation avec l'organisme de l'autre pays concerné.

En matière de retraite, la caisse de retraite française compétente est la caisse régionale du dernier lieu d'activité de l'assuré, mais l'on peut, pour convenances personnelles, contacter l'organisme d'une autre région (dans le cas d'un futur déménagement par exemple).

• **Attention !** Il est préférable de déposer sa demande six mois à un an avant la date de départ souhaitée car les liaisons entre les organismes en France et à l'étranger sont longues.

3. Les précautions à prendre

3. Les organismes compétents en France

Dès 58 ans, et avant de quitter la France, demander à la Caisse régionale d'assurance maladie la plus proche de son domicile la régularisation de son compte et vérifier que tous les renseignements communiqués (notamment l'identité) sont correctement enregistrés.

Remplir soigneusement le relevé de carrière et apporter tous les justificatifs nécessaires (~~principalement les bulletins de salaires~~).

- **Attention !** Il est toujours possible de faire ces démarches une fois rentré au pays mais cela risque d'être beaucoup plus compliqué.

Pour leur demande de retraite :

- **les salariés migrants résidant en France** doivent s'adresser à la caisse d'assurance maladie la plus proche de leur domicile ;
- **les migrants déjà rentrés au pays** doivent écrire à la caisse d'assurance maladie dont ils dépendaient lors de leur dernier emploi en France ;
- **les artisans** dépendent de la CANCAVA (Caisse autonome nationale de compensation et d'assurance vieillesse artisanale) ;
- **les commerçants** doivent s'adresser à l'ORGANIC (Caisse

Les Caisses Régionales d'Assurance Maladie en France

Régions

Adresses

Alsace-Moselle	2 rue Lobstein BP 423/R4 67004 STRASBOURG cedex
Aquitaine cedex	80 avenue de la Jallère -Quartier du Lac 33053 BORDEAUX
Auvergne	Cité administrative -rue Pélissier 63036 CLERMONT-FERRAND cedex 1
Bourgogne et Franche Comté	38 rue de Cracovie 21044 DIJON cedex
Bretagne	236 rue de Châteaugiron 35030 RENNES cedex
Centre-Orleans	30 boulevard Jean Jaurès 45033 ORLEANS cedex 01
Centre-Ouest	37 avenue du Président René Coty 87048 LIMOGES cedex
Ile de France	17-19 avenue de Flandre 75954 Paris cedex 19
Languedoc Roussillon	29 cours Gambetta 34068 MONTPELLIER cedex 2
Midi-Pyrénées	2 rue Georges Vivent 31065 TOULOUSE cedex
Nord-Est	81 à 85 rue de Metz 54073 NANCY cedex 01
Nord-Picardie	11 allée Vauban 59662 VILLENEUVE D'ASC cedex
Normandie	avenue du Grand Cours, 2022X 76028 ROUEN cedex
Pays de Loire	7 rue du président Édouard Herriot 44834 NANTES cedex
Rhône-Alpes	35 rue Maurice Flandin 69436 LYON cedex 03

86 Protection sociale et droit à la retraite

Renseignements pratiques

Sud-Est 35 rue George 13386 MARSEILLE cedex 20

Autres organismes d'assurance sociale et de retraite en France

CANCAVA Caisse Autonome Nationale de Compensation et d'Assurance Vieillesse Artisanale	28 bd de Grenelle 75015 Paris	Tél. : 01 44 37 51 00 Minitel : 36 14 code AVA
---	----------------------------------	---

ORGANIC Caisse nationale d'assurance Vieillesse des commerçants et des professions itinérantes	9 rue Jadin 75017 Paris	Tél. : 01 40 53 43 00
---	----------------------------	-----------------------

MSA Mutualité Sociale Agricole:	Siège national : 8-10 rue d'Astorg 75008 Paris	Tél. : 01 44 46 77
	Ile de France : 161 av. Paul Vaillant Couturier 94250 Gentilly	Tél. : 01 49 85 50 00

Organisme de retraite complémentaire

ARRCO (Association des Régimes de Retraites Complémentaires)	44 boulevard de la Bastille 75592 Paris cedex 12	Tél. : 01 44 67 12 00 Fax : 01 43 42 14 61
---	---	---

Organisme spécifique aux migrants

Centre de Sécurité Sociale des Travailleurs Migrants	11 rue de la Tour des Dames 75011 Paris	Tél. : 01 45 26 33 41
---	--	-----------------------

6

Les aides au retour de l'Etat français*

1. L'Office des Migrations Internationales (OMI)
2. L'Aide Publique à la Réinsertion (APR)
3. L'Invitation à Quitter la France (IQF)
4. Le rapatriement humanitaire (RH)

* Ce chapitre a été rédigé par l'OMI.

1. L'Office des Migrations Internationales (OMI)

* Pour contacter l'OMI en Afrique : voir Fiche 3, page 70. Pour contacter l'OMI en France : voir page suivante.

Etablissement public français créé en 1945, l'Office des Migrations Internationales (OMI) assure une double mission :

- il met en œuvre la politique d'immigration définie par les pouvoirs publics français ;
- il favorise l'emploi à l'étranger et la mobilité internationale des Français.

L'OMI est implanté en France et à l'étranger, notamment au Mali, au Maroc, en Roumanie, au Sénégal, en Tunisie et en Turquie.

Dans le cadre de l'aide au retour des étrangers dans leur pays d'origine, l'OMI met en œuvre divers dispositifs réglementaires :

- Depuis 1984, l'Aide Publique à la Réinsertion (APR) permet à des étrangers demeurant en France et titulaires d'une carte de séjour en cours de validité de se réinsérer dans leur pays d'origine par la réalisation d'un projet économique.
- Depuis 1991, l'OMI assure le retour et dans la mesure des possibilités, la réinsertion dans leur pays d'origine, des étrangers dont le séjour en France est refusé et qui reçoivent une Invitation à Quitter la France (IQF).
- Depuis 1992, la Rapatriement Humanitaire (RH) permet le retour des étrangers sans ressources qui souhaitent regagner

2. L'Aide Publique à la Réinsertion (APR)

leurs pays d'origine.

L'APR a été conçue en 1984-1985, au moment des grandes restructurations industrielles et des premières vagues de licenciements dans l'industrie automobile, les chantiers navals, la sidérurgie, les mines... Les salariés les plus touchés par les plans sociaux de reclassement étaient alors des ouvriers sans qualification et en majorité étrangers.

Le dispositif actuel est régi par le décret n° 87-844 du 16 octobre 1987, complété par l'arrêté du 7 décembre 1989.

a. Les bénéficiaires du programme

- Les travailleurs salariés menacés de licenciement dont l'employeur a conclu une convention avec l'OMI.
- Les travailleurs salariés âgés d'au moins 45 ans dont l'employeur a conclu une convention avec l'OMI prévoyant l'allocation d'une rente.
- Les demandeurs d'emploi indemnisés par le régime d'assurance chômage depuis au moins 3 mois.

b. Sont exclus du programme

- Les ressortissants d'un pays membre de l'Union européenne (UE).
- Les ressortissants d'un pays ayant conclu un accord bilatéral spécifique en matière de libre circulation ou d'établissement de personnes (exemple : Centrafrique, Gabon, Togo).
- Les étrangers ayant le statut de réfugiés ou d'apatrides.
- Les conjoints de Français ou de ressortissants de l'UE.
- Les parents d'enfants français (cette exclusion ne s'applique pas aux Algériens ou aux étrangers ayant introduit une procédure de libération des liens d'allégeance à l'égard de la France et obtenu la perte de la nationalité française de l'enfant).
- Les étrangers dont la dernière activité n'était pas salariée.
- Le titulaire d'une rente d'accident servie par un organisme

français et dont le taux d'incapacité permanente est égal ou supérieur à 20 %.

- **Attention !** L'obtention de l'APR est fondée sur une démarche volontaire du migrant ; elle s'appuie sur un réel projet de réinsertion. Son montant varie en fonction de la situation administrative du demandeur.

c. Les aides proposées

Suivant la catégorie d'étrangers concernés, les aides se composent :

1. Pour les travailleurs menacés de licenciement économique lorsque l'employeur a conclu une convention avec l'OMI

- de l'aide publique de l'Etat (aide au projet individuel de réinsertion de 20 000 FF + indemnités forfaitaires de voyage et de déménagement) ;
- de l'aide conventionnelle de l'assurance chômage qui correspond aux 2/3 des droits acquis ;
- de l'aide de l'entreprise prévue par la convention de réinsertion (minimum 15 000 F).

2. Pour les travailleurs âgés de 45 ans au minimum dont l'employeur a conclu une convention spécifique prévoyant l'allocation d'une rente

- de l'aide publique de l'Etat (aide au projet individuel de réinsertion de 20 000 FF + indemnités forfaitaires de voyage et de déménagement) ;
- d'une rente calculée en fonction de la participation de l'Etat, de l'entreprise, et de l'assurance chômage, versée jusqu'à l'âge de 60 ans.

3. Pour les chômeurs indemnisés par le régime d'assurance depuis plus de trois mois

- de l'aide publique de l'Etat (aide au projet individuel de réinsertion de 20 000 FF + indemnités forfaitaires de voyage et de déménagement).

90 Les aides au retour de l'Etat français

Renseignements pratiques

- de l'aide conventionnelle de l'assurance chômage qui correspond aux 2/3 des droits acquis.

Une partie de l'aide est payée en France, le reste à l'étranger. Les arrérages de rente sont payés à l'étranger.

d. La procédure

L'OMI met en œuvre la procédure : information générale sur les procédures de réinsertion, préparation des conventions avec les entreprises, entretien avec les candidats, établissement des dossiers et aide à l'élaboration de projets.

En contrepartie des aides perçues, le bénéficiaire et son éventuel conjoint doivent restituer leur titre de séjour et de travail avant leur départ "définitif".

e. Les transferts de fonds issus de l'APR

Lors du départ, l'origine des fonds transférés doit être justifiée par :

- l'original de la notification de l'Assedic précisant le montant de l'aide à la réinsertion ;
- l'ordre de paiement établi par l'OMI relatif aux sommes versées au titre de l'aide publique ;

3. La réinsertion des personnes invitées à quitter le territoire français

- l'original de l'attestation remise par l'employeur, indiquant l'aide financière versée par l'entreprise.

a. Programme d'aide à la réinsertion des étrangers invités à quitter le territoire français.

La circulaire interministérielle n° 91.11 du 14 août 1991 met en place un programme d'aide à la réinsertion qui s'adresse aux étrangers dont le séjour en France n'est pas autorisé, et auxquels une invitation à quitter le territoire a été notifiée.

- **Attention !** Alternative à la reconduite à la frontière, la procédure est basée sur le volontariat.

1. Les bénéficiaires

Les étrangers qui ont fait l'objet d'une décision de refus de délivrance ou de renouvellement de titre de séjour ou d'une décision définitive de rejet du statut de réfugié par l'OFPRA et qui ont été invités par la Préfecture à quitter le territoire français dans un délai d'un mois.

2. Les aides

- Prise en charge des frais de voyage et remise d'un pécule de 1 000 F par adulte et 300 F par enfant.
- Prise en charge d'un excédent de bagages de 40 kg par adulte et 10 kg par enfant.
- Aide administrative avant le départ du candidat.
- Assistance à la réinstallation des candidats dans leur pays d'origine, ou dans un pays tiers (aide à la recherche d'emploi ou à la réinstallation de projets individuels).

3. La procédure

Les préfectures, lorsqu'elles notifient les invitations à quitter le territoire, informent les étrangers qu'ils peuvent être aidés pour la réinsertion par l'OMI. L'Office assure la diffusion de l'information, reçoit les candidats, met en œuvre les opérations de départ, verse le pécule. Ses missions, lorsqu'elles sont présentes dans les pays de retour, assurent le premier accueil des candidats et leur apportent un appui pour leur réinsertion.

b. Aide à la réinsertion des étrangers invités à quitter le territoire français à la suite du réexamen de leur situation

La circulaire interministérielle du 19 janvier 1998 précise le dispositif d'aide au retour et à la réinsertion dans leur pays d'origine, dont bénéficient les étrangers qui sont invités à quitter le territoire français après réexamen de leur situation, en application de la circulaire du 24 juin 1997.

* Pour toute information sur ce dispositif appeler le n° Vert : 0800 50 9000.

92 Les aides au retour de l'Etat français

Renseignements pratiques

1. Les bénéficiaires

Tout étranger qui est invité à quitter le territoire français après réexamen de sa situation au regard du séjour dans le cadre de la circulaire du ministère de l'Intérieur du 24 juin 1997. L'accès au programme suppose le départ simultané du conjoint et des enfants mineurs de 18 ans lorsque ces personnes séjournent irrégulièrement en France.

b. Les aides

- Prise en charge des frais de voyage et remise d'une allocation de 4 500 F par adulte et 900 F par enfant :
 - versement de la moitié de l'allocation destinée aux adultes en France au moment de l'embarquement ;
 - versement de l'autre moitié deux mois après le retour de l'étranger dans son pays d'origine.
- Prise en charge d'un excédent de bagages de 40 kg par adulte et 10 kg par enfant.
- Entretien avant le départ en vue d'un bilan professionnel, social et familial.
- Assistance administrative avant le départ.
- Accueil et suivi social pendant six mois par la mission de l'OMI, dans le pays où il est implanté, des personnes rentrées et de leur famille (Mali, Maroc, Roumanie, Sénégal, Turquie et Tunisie).

c. La procédure

L'OMI ainsi que des associations en partenariat avec l'OMI assurent la diffusion de l'information et l'accueil des candidats. L'OMI met en œuvre le départ et verse l'allocation de 4 500 F.

4. Le rapatriement humanitaire

La circulaire n° 92-21 du 14.09.92 a mis en place un programme de rapatriement humanitaire. Ce dispositif s'adresse à

tout étranger en situation manifeste de dénuement et de détresse qui souhaite regagner son pays d'origine ou, s'il y est autorisé, à s'installer dans le pays d'accueil de son choix. Il s'applique également au conjoint et aux enfants mineurs de 18 ans.

a. Les aides proposées

- Une aide administrative au départ.
- La prise en charge des frais de voyage et d'un excédent de bagages de 40 kg par adulte et 10 kg par enfant.
- Le versement d'une allocation de 1000 FF par adulte et 300 FF par enfant mineur au moment du départ.

b. Les personnes exclues du dispositif de rapatriement humanitaire

- Les étrangers à l'égard desquels ont été pris une mesure d'expulsion ou une mesure judiciaire d'interdiction du territoire.
- Les étrangers dont les capacités financières permettent d'assurer leur propre rapatriement.
- Les ressortissants des États membres de la CEE.
- Les étrangers susceptibles d'être réadmis en France au titre de l'article 15 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 modifié.

Procédure d'obtention d'un rapatriement humanitaire

- S'informer auprès des délégations régionales de l'OMI.
- Déposer une demande auprès d'un agent d'accueil de l'OMI et prendre contact avec un organisme social habilité à constater la situation de précarité.
- Se soumettre à l'enquête complémentaire que l'OMI est susceptible de demander avant de mettre en œuvre le rapatriement.

94 Les aides au retour de l'Etat français

Renseignements pratiques

L'Office des Migrations internationales (OMI)

Siège national à Paris :
44 rue Bargue 75732 Paris cedex 15. Tél. : 01 53 69 53 70

Missions en France

Hauts de Seine, Val de Marne, Seine et Marne, Essonne Yvelines, Bretagne Pays de Loire et du Centre	Paris Sud	221 av P. Brossolette 92120 Montrouge	T. 01 41 17 73 00 F. 01 41 17 73 27
Paris, Seine Saint-Denis Val d'Oise, Normandie	Paris Nord	53/55 rue Hoche 93177 Bagnolet	T. 01 49 72 54 00 F. 01 49 72 54 22
Nord Pas-de-Calais Picardie	Lille Touroing	892 av. de la République 592700 Marcq en Barœul	T. 03 20 99 98 64 F. 03 20 99 98 61
Auvergne, Bourgogne Rhône-Alpes	Lyon	7 rue Quivogne 69286 Lyon cedex 02	T. 04 78 42 42 19 F. 04 78 42 46 56
Corse, Languedoc-Roussillon Provence Alpes Côtes-d'Azur	Marseille	16 rue A. Zattara 13331 Marseille 03	T. 04 95 04 45 45 F. 04 91 50 96 83
Alsace, Champagne Franche-Comté, Lorraine	Nancy	53-55 av de la Garenne 54000 Nancy	T. 03 83 40 26 01 F. 03 83 41 44 94
Aquitaine, Limousin Midi-Pyrénées, Poitou-Charente	Toulouse	19 chemin Lapujade 31200 Toulouse	T. 05 61 48 73 53 F. 05 6148 85 65

Missions en Afrique du Nord et de l'Ouest

Mission au Mali	Bamako	Quartier du Fleuve rue 146 BP 3172 Bamako	T. 223 22 50 17
Mission au Maroc	Casablanca	rue Rakib El Moussaoui 20302 Casablanca BP 2001 Casablanca	T. 21 22 61 87 74
Mission au Sénégal	Dakar	Place de l'Indépendance 4 av. L. Sedar Senghor BP 4114 Dakar	T. 22 18 22 10 95
Mission en Tunisie	Tunis	13 rue de Khartoum 1002 Tunis Belvédère	T. 21 61 79 03 54

Bibliographie

Généralités

Agence Pour la Création d'Entreprise, *Créer ou reprendre une entreprise*. Paris, 1997-1998, APCE.

Agence Pour la Création d'Entreprise, *Dossiers-guide de création d'entreprise*. Paris, APCE, 1994-1995. Il existe un guide par secteur : commerce, industrie, services, artisanat, innovation.

Agence Pour la Création d'Entreprise, *Construisez vos comptes prévisionnels, le dossier financier complet*. Paris, 1997, 73 p.

Agence Pour la Création d'Entreprise, *Créer une entreprise : l'idée, la préparation, le lancement*. Paris, 1997, 73 p.

Fondation 3CI, *Le guide local du créateur d'entreprise*. Marseille, 1997, 16 p.

GISTI, *Le guide des étrangers face à l'administration*. Paris, La Découverte-Syros, 1997, 150 p.

Afrique

Cadres Sans Frontière Afrique, *Entreprendre France Afrique, guide pratique (conseils/appuis techniques et financiers)*. Paris, 1998, 2 volumes, 18 et 15 pages.

A. Caupin, *Guide de l'appui à la gestion pour les entreprises artisanales*. AFVP, Montléry, janvier 1994, 32 p.

H. Derrienic et Catherine Lejeune (ouvrage collectif de Terre des Hommes-Réseau Aoudaghost 2000), *Accompagner des jeunes artisans et micro-entrepreneurs en Afrique*, (Réflexions, méthodes et outils. Manuel à l'usage des animateurs). Paris, L'Harmattan, 1996, 207 p.

- Bénin** Institut du Développement Marseille, *Le financement de la petite entreprise en Afrique*. Paris, L'Harmattan, 1995.
- A. O'Cornese, *Le financement de la micro et de la petite entreprise* (MPE). AFVP, Montléry, mars 1996, 80 p.
- Bury Sandrine, *Entreprendre au Bénin*. AFVP Bénin, Cotonou, 1994.
- Mali** AFVP, *Guide pour entreprendre au Mali*. AFVP Mali, Bamako, Mali, 1996.
- Diallo Tidjani Djimé, *Devenez vous-même votre propre patron*. Mali Entreprise, Bamako 1993.
- Maroc** Hassan Rifki, *Comment créer et financer votre entreprise au Maroc*. Rabat, 1993, 224 p.
- Conseil National de la Jeunesse et de l'Avenir, *Guide des jeunes créateurs d'entreprise*. Rabat, 1993, 41 p. + annexes
- Mauritanie** Centre d'Information Mauritanien pour le Développement Economique et Technique (CIMDET), *Investir en Mauritanie*. CIMDET, Nouakchott, 1995.
- Centre d'Information Mauritanien pour le Développement Economique et Technique (CIMDET), *Initiative privée : qui finance quoi ?*, CIMDET, Noukchott, 1994.
- Sénégal** Codou Samb, Alassaane Lô, AMCO International, Manuel du créateur d'entreprise. Cellule d'appui à l'environnement des entreprises, Dakar, 1998.

Cassettes vidéo

- Michaël Hoare, Benoît Zeller, Cinq conversations avec des immigrés rentrés au pays. Avenir Vivable, GRDR, 1994, Secam, 3 h 28 mn.
- Michaël Hoare, Benoît Zeller, Immigration et développement : l'impact des investissements immigrés dans la vallée du fleuve